

[Texte]

• 1115

Typically, we estimate these figures represent only the tip of the iceberg. Victims are often reluctant to report they have been abused because of guilt, shame, loyalty, or fear of reprisal, either physical or economic or both. Many women are deterred from reporting their problems to the police because they feel the police response will be negative and that they will be further victimized by the courts. A 1980 Canada-wide study published in the *International Journal of Women's Studies* found that 73% of sexual assault victims do not report the crime to the police.

Fears about disbelieving police attitudes are unfortunately founded in fact. Statistics Canada reported in 1985 that police across the country considered 14.2% of sexual assault complaints to be unfounded. This compared to 6% for all other Criminal Code offences.

Surveys of victims based on self-reporting may also be problematic. Women who have been abused may prefer to keep the problem to themselves. More commonly they underestimate the extent of the violence they have sustained. I think we have all heard the stories of women who have been battered by their husbands a dozen, twenty, thirty times before they actually may take some action, and none of those earlier ones had ever been reported. In the case of phone-in surveys, accuracy is limited by access to a phone and verbal confidence, so this may exclude women in severely abusive situations and poor women, many immigrant and visible minority women for whom language and customs are barriers to disclosure.

The true numbers of women who are victims of violence may never be known, but there are sufficient estimates to reveal a shocking picture in Canada today. For example, we know that over 90% of sexual assaults involve female victims. That was from 1985 statistics from the Solicitor General. That same study says that over 50% of women in Canada are afraid to go out after dark in their own neighbourhoods. A recent study by the Ontario Native Women's Association reported that 80% of aboriginal women surveyed had been abused or assaulted. That is really a shocking figure.

There was a study done in London, Ontario, in 1987 that found that over 50% of young offenders charged with crimes against people had been exposed to domestic violence as children. It has been further estimated that one in four women will be sexually assaulted at some time in their lives. Look around at the number of women who are here. I am sure people could tell their own stories about that. Between 63% and 83% of those victims will be assaulted by someone they know. At least one in ten women is battered by her male partner.

[Traduction]

Nous estimons habituellement que ces résultats ne représentent que la pointe de l'iceberg. Souvent, les victimes hésitent à signaler qu'elles ont fait l'objet d'abus, à cause du sentiment de culpabilité, de honte, de la loyauté ou de la peur des représailles—soit physiques ou économiques, ou des deux à la fois. Un grand nombre de femmes renoncent à signaler leurs problèmes à la police parce qu'elles craignent une réponse négative de sa part, puis d'être les victimes du système judiciaire. Une étude faite en 1980 dans l'ensemble du Canada, publiée dans l'*International Journal of Women's Studies* a fait ressortir que 73 p. 100 des victimes de violence sexuelle ne dénoncent pas ce crime à la police.

La peur des attitudes incrédules de la police est, malheureusement, confirmée par les faits. Statistique Canada faisait savoir en 1985 que la police considérait dans l'ensemble du pays que 14,2 p. 100 des plaintes pour agression sexuelle étaient sans fondement. En comparaison, le taux pour les autres violations du code criminel est de 6 p. 100.

Un inventaire des victimes à partir de leurs dénonciations pourrait également poser des problèmes. Là encore, les femmes ayant fait l'objet d'abus peuvent préférer garder le problème pour elles-mêmes. Plus couramment, elles sous-évaluent la portée de la violence dont elles ont été victimes. Nous avons tous et toutes entendu parler de femmes qui ont été battues une trentaine de fois par leur mari et qui ne le dénoncent finalement que pour un seul cas de violence. Dans le cas des sondages téléphoniques, l'exactitude est limitée par l'accès à un téléphone et la confiance de l'expression orale. Cela peut exclure des femmes en situation d'abus grave, les femmes pauvres et de nombreuses immigrantes et membres des minorités visibles, pour lesquelles la langue et la coutume sont des obstacles à la dénonciation.

Le nombre réel de femmes victimes de violence ne sera peut-être jamais connu. Mais il existe suffisamment d'évaluations pour donner de la réalité d'aujourd'hui au Canada une image effrayante. Par exemple, nous savons que plus de 90 p. 100 des agressions sexuelles ont une victime de sexe féminin, selon les statistiques de 1985 du Solliciteur général. Selon la même étude, plus de 50 p. 100 des femmes au Canada ont peur de sortir après la tombée de la nuit dans leur propre quartier. Une étude récente de l'Association des femmes autochtones de l'Ontario révèle que 80 p. 100 des femmes autochtones enquêtées ont fait l'objet d'abus ou d'agression. Ces chiffres sont choquants.

Une étude faite en 1987 à London (Ontario) a fait ressortir que plus de 50 p. 100 des jeunes contrevenants accusés de crimes contre la personne ont été exposés à la violence familiale dans leur enfance. On a en outre évalué qu'une femme sur quatre fera l'objet d'une agression sexuelle à un moment donné de sa vie. Toutes les femmes qui se trouvent ici auraient bien des choses à dire à ce sujet. De 63 à 83 p. 100 de ces victimes seront agressées par quelqu'un qu'elles connaissent. Au moins une femme sur 10 subit les sévices de son partenaire masculin.